

Le pouvoir va-t-il baisser les impôts dès 2018 ?

Article rédigé par *Christian de Moliner*, le 12 juillet 2017

Les penseurs « libéraux » qui avaient applaudi l'élection de M. Macron ont critiqué vivement les reculs...

Après la péroration creuse et inutile du chef de l'État du mardi 4 juillet, le discours de politique générale de M. Philippe du lendemain a fortement déçu, notamment parce qu'il a annoncé le maintien, pour 2018, de l'ISF, le report de la réforme du CICE et, surtout, une concertation sur la taxe d'habitation. La suppression de ce prélèvement pour 80 % des Français semblait reportée en 2022 et, au vu de l'hostilité des collectivités locales à cette mesure, la baisse promise serait peut-être moins importante que prévue.

Les penseurs « libéraux » qui avaient applaudi l'élection de M. Macron ont critiqué vivement ces reculs, les médias ont persiflé et l'opinion, qui jusqu'alors pardonnait tout à Jupiter, s'est retournée. En annonçant une hausse brutale de la CSG, avec des compensations fantomatiques pour les indépendants et les fonctionnaires (huit millions de contribuables) et rien pour la moitié des retraités, une image s'imposait irrésistiblement dans les esprits : M. Macron = M. Hollande, avec un choc fiscal d'ampleur au début du mandat et une baisse à la fin.

Ce lundi, le pouvoir a réagi par la voix du ministre de l'Économie dans une déclaration maladroite qui met mal à l'aise, tant elle paraît le signe d'un certain amateurisme teinté d'incompétence. Nos gouvernants auraient changé d'avis : ce qui était impossible à mettre en œuvre le mercredi 5 ne l'est plus le lundi 10. On pourrait, finalement, modifier l'ISF dès 2018 et amorcer la suppression de la taxe d'habitation. De qui se moque-t-on ? Si c'était vrai, pourquoi M. Philippe ne l'a-t-il pas clairement annoncé le 5 ?

Ces palinodies trouvent, en fait, leur source dans le rejet de l'opinion qui s'est sentie bernée. M. Le Maire doit trouver 24 milliards pour 2018 par rapport à juillet 2017 (12 milliards pour baisser le déficit, 3 milliards pour l'ISF, 2 pour la taxe d'habitation, 6 pour le CICE et 1 pour les crédits d'impôt), le tout avec une croissance de 1,6 %... Le ministre a beau prétendre qu'il va compresser les dépenses publiques, sa tâche me paraît impossible, surtout qu'il doit augmenter le nombre d'instituteurs, de policiers et de militaires et qu'il n'a pas envie de toucher aux effectifs des autres fonctionnaires !

Ce pouvoir constitué de bric et de broc, de seconds couteaux et d'opposants féroces, transformés en une journée en thuriféraires de M. Macron, va sans doute faire semblant et introduire des baisses cosmétiques et symboliques d'impôts, des réformes en trompe-l'œil, tout en proclamant à voix haute qu'il tient parole alors que la réalité sera bien plus mêlée. Le chef de l'État est sans égal dans le domaine de la propagande. Il a su se vendre et se présenter comme un Président compétent qui réparerait les erreurs de ses prédécesseurs (tellement incapables !). Mais les faits sont têtus et son auréole se dissipe. Finira-t-il par apparaître comme Emmanuel Hollande ou Emmanuel Chirac aux yeux du peuple ?